



Déclaration liminaire FSU

CSA SD Carte scolaire du 20 avril 2026

Le premier mai, c'est NOTRE journée, la journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses, la seule journée chômée et payée, fêtée dans 163 pays du monde. C'est la mobilisation qui nous a permis de l'arracher il y a plus de 100 ans et de la conserver il y a quelques jours, alors que les macronistes, alliés à la droite et à l'extrême droite, ont tenté de faire passer une loi pour contraindre 1,4 million de salarié·es à travailler ce jour-là. Nos manifestations cette année seront l'occasion de fêter cette victoire et d'alerter solennellement politiques et patronat : on ne TOUCHE pas au 1er mai ! Nous appelons d'ores et déjà toutes et tous à se rassembler et à manifester le vendredi 1^{er} mai prochain.

Une année chasse l'autre mais les politiques mises en place demeurent. Cette nouvelle carte scolaire n'échappe pas à ce triste constat. Notre département doit rendre 11 postes auxquels vous décidez d'ajouter 5 moyens nécessaires à la mise en place de 5 nouveaux PAS (Pôle d'Appui à la Scolarité) soit 16 postes à supprimer pour ce faire.

S'agissant de la mise en place des PAS sans moyens dédiés/fléchés, dispositifs que la FSU refuse, nous avons, avec nos collègues siégeant à ce CSAsd, demandé au préfet qu'il intervienne afin que ce ne soit pas par 5 fermetures de classes que vous créiez ces 5 postes-là. À ce sujet, il est simplement inadmissible et même scandaleux que l'on puisse les proposer dans le cadre du mouvement inter-degré alors même que la Carte Scolaire n'a pas encore été entérinée. Cela révèle la bien triste réalité de ce que vous nommez le « dialogue social ».

La justification des fermetures est, sans surprise, la baisse démographique. Comme moins d'élèves sont attendus, il y a besoin de moins d'enseignant·es. Cette pseudo-logique s'appuie sur une rhétorique convenue faisant fi des réalités et des besoins. Mais dans les écoles, que constate-t-on ?

Un·e collègue est absent·e, ce n'est pas de sa faute, le virus généreusement partagé a eu raison de sa santé. Mais voilà, le remplacement ne coule pas de source, ou plutôt, la source des moyens n'est pas à la hauteur des besoins. Le taux de remplacement est actuellement à 9,3 %. S'il était seulement porté à 10 %, il y aurait 17 brigades de plus. D'autre part, s'il y avait une brigade dédiée aux remplacements liés à la Formation Continue, comme c'était le cas jusqu'en 2011-2012, cette dernière ne grèverait pas les de remplacement des collègues en arrêt. La part de la masse salariale dédiée à la Formation Continue devrait atteindre 3,8% soit 65 postes !

Les élèves en difficulté ont besoin de plus d'aide et de plus d'attention. Des collègues spécialisé·es des RASED sont un bon levier pour pouvoir les aider et travailler de concert avec l'enseignant·e de la classe. Elles et ils sont aussi nécessaires pour prévenir la difficulté. Le problème, c'est que l'on ne compte sur le département plus que 5 postes d'enseignant·e spécialisé·e chargé·e de l'aide à dominante pédagogique (E) et 12 postes

d'enseignant·e spécialisé·e chargé·e de l'aide à dominante rééducative (G). Il faudrait 3 enseignant·es spécialisé·es (2E et 1G) et un·e psychologue pour 800 élèves. Sachant qu'il y a un peu plus de 26 000 élèves, il faudrait donc 32,5 postes G et 65 postes E... ! Soit 80 postes une fois retranchés ceux qui ont survécu aux purges précédentes !

L'école inclusive n'a pas les moyens de ses ambitions. Les AESH, à 95 % des femmes, sont les laissés pour compte. La plupart sont à temps partiel contraint, avec des salaires indignes, sans statut de la Fonction Publique qui pourtant leur permettrait tout à la fois d'être protégé·es et de leur apporter une juste reconnaissance. Les notifications des élèves sont de moins en moins individualisées mais mutualisées. Les temps d'accompagnement deviennent de plus en plus aléatoires et ne permettent pas d'apporter l'aide dont ils ont pourtant bien besoin.

Les ouvertures d'ULIS doivent se poursuivre, accompagnées des moyens en AESH dédiés et avec un nombre d'élèves maximum abaissé à 10, ce qui nécessiterait l'ouverture immédiate de 8 dispositifs supplémentaires.

En attendant, des élèves sont en attente de places en IME, en ITEP, en ULIS...

Le nombre moyen d'élèves par classe a effectivement baissé, ce qui va indéniablement dans le bon sens mais ce n'est pas encore suffisamment. Pour scolariser les TPS et les PS dans de bonnes conditions, il ne faudrait pas de classes à plus de 15 élèves. On en est bien loin.

La moyenne ne reflète pas la réalité de chaque classe. Avoir une école à 24 de moyenne, cela signifie presque systématiquement des classes pouvant atteindre 25 à 30 élèves.

Des classes dépassant 24 élèves existent encore bel et bien. Dans les mesures de carte scolaire présentées, pas moins de 7 écoles se retrouveraient à plus de 24 élèves de moyenne, 7 autres à plus de 23 de moyenne et encore 7 à plus de 22 de moyenne. Les mandats portés par la FSU-SNUipp sont clairs : 22 élèves maximum par classe hors Éducation Prioritaire et 18 élèves maximum par classe en Éducation Prioritaire.

En France, le nombre moyen d'élèves par classe s'élève à 21,3 élèves en 2022. Il reste supérieur de 6% à la moyenne des pays de l'OCDE (20,1 élèves) et de 12% à celui de la moyenne des pays de l'UE25 (19,1 élèves).

Entre 2013 et 2022, la taille moyenne des classes primaires est restée stable avec 19 élèves dans les pays de l'UE25 et 21 élèves dans ceux de l'OCDE. En revanche elle a baissé en France (mesures de dédoublements des classes, de plafonnement des effectifs...).

Les DSDEN, soumises à la politique nationale, travaillent à faire diminuer le nombre des écoles et cherchent à regrouper partout où elles le peuvent les écoles entre elles. L'élève - et accessoirement l'enseignant·e - sont-ils à l'origine de la réflexion du Ministère ? Évidemment non. La logique est plus prosaïquement comptable mais aussi politique, permettant de mettre en place un système toujours plus vertical et descendant où les enseignant·es ne sont plus considéré·es comme des concepteur·ices mais des exécutant·es sommé·es de se soumettre à toutes les injonctions (Évaluations Nationales, plans de formation...)

Pourquoi en sommes-nous là ?

Le gouvernement décide de ne pas investir à la hauteur des besoins. Il fait un très mauvais calcul. Alors que sa rhétorique repose sur le fait de ne pas faire peser sur les générations futures le poids de la dette, il renonce délibérément à donner aux générations futures les clés de la réussite de chacun·e.

Quelle chance gâchée ! On devrait se servir de la baisse démographique pour, même qu'à moyens constants, on améliore les conditions d'apprentissage des élèves en faisant baisser leur nombre moyen par classe !

La réussite de la journée de grève du 31 mars dernier ainsi que les mobilisations de parents d'élèves toujours en cours apportent la démonstration qu'une autre politique pour l'école est demandée et est nécessaire. La FSU a un autre projet pour l'École qu'elle met à disposition du MEN pour qu'il s'en inspire !